

<http://divergences.be/spip.php?article1519>



Jean-Pierre Garnier

# Squats. Un autre point de vue sur les migrants

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - NÂ° 17 Novembre 2009 - Français - Livres -

Date de mise en ligne : dimanche 15 novembre 2009

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

**Socio-anthropologue qui s'était déjà signalée par un remarquable ouvrage sur *les mondes du Squat***, Florence Bouillon récidive en compagnie d'un photographe de talent, Freddy Muller, pour inciter nos compatriotes à jeter un regard, autre que raciste et xénophobe, sur une variété de squatters par nécessité d'un type particulier : « les immigrés ». Une particularité qui doit beaucoup, d'une part, à la discrimination dont sont l'objet au « pays des droits de l'homme » les descendants des colonisés de la « France d'Outre-mer » appartenant aux couches populaires, et, de l'autre, à une pénurie entretenue de logements sociaux ou au renchérissement des loyers alors que la population demandeuse ne cesse de se paupériser.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH400/arton1286-ffc50.jpg>

En quatrième de couverture figure une définition qui résume la philosophie qui inspire le point de vue que les auteurs ont tenté de faire partager, définition que devraient faire leur, tout spécialement, les sociologues, anthropologues, géographes ou politologues urbains, pour peu qu'ils n'aient pas rompu avec les idéaux progressistes. « Occuper l'espace, se l'approprier : acte de résistance s'il en est, lorsque l'oppression se fonde justement sur le déni du droit à être là ». C'est précisément à rendre cette oppression visible et la résistance qu'elle suscite compréhensible que visent les analyses, les récits et les photos réunies dans ce livre en forme d'album.

Pour ce qui est des analyses, placées en tête de chaque chapitre, Florence Bouillon a l'art d'exposer de manière claire et succincte l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur les différentes facettes de la condition immigrée en France, qu'il s'agisse du « tri social » qui se dissimule « derrière la fatalité », c'est-à-dire des mécanismes structurels de mise à l'écart et de l'assignation à non résidence propre à cette condition pour les plus démunis, du caractère fallacieux de l'expression « sans droit ni titre » censée justifier la traque des occupants de logements vacants ou encore des « mobilisations collectives, luttes et solidarités » qui, replacées par l'auteur dans leur perspective historique, ont peu à peu construit les « fondements de la lutte en faveur du droit au logement ». Car s'ils ont pu bénéficier de l'aide des mouvements ouvriers, chrétiens ou révolutionnaires (dans la foulée de Mai 68), les migrants venus en France pour échapper à la misère ou aux persécutions ne sont pas restés inactifs.

Ce qui ressort des multiples témoignages recueillis, ce n'est pas seulement que les conditions de vie faites aux immigrés rendent cette vie proprement â€” si l'on peut dire â€” invivable. La plupart, en outre, ont parfaitement conscience des facteurs qui déterminent leur situation. Et beaucoup savent expliquer pourquoi ils préfèrent la lutte plutôt que l'apitoiement sur leur sort. Loin d'être abattus et résignés, les « sans voix » se donnent les moyens de faire entendre leur voix. Le squat, mais aussi les campements sur les trottoirs, les places voire dans les églises, les manifestations de rue, les grèves pour ceux qui ont un emploi reconnu « rendent visibles les invisibles ». Visibilité redoublée dans le cas de cet ouvrage où les illustrations comptent autant que les explications et les témoignages.

Dire que certaines d'entre elles sont superbes â€” et elles le sont effectivement â€”, reviendrait à se confiner dans un esthétisme de mauvais aloi, si l'on n'ajoutait pas que leur manière de montrer est parfaitement en phase avec ce que F. Bouillon s'efforce de démontrer. F. Muller a su éviter le principal écueil qui guette le reportage imagé sur les victimes de l'inégalité et de la précarité : le misérabilisme. Non pas que soit masqué le caractère sordide de l'habitat de fortune où ces damnés de la ville sont contraints de se réfugier. Quelques photos en noir et blanc suffisent à dépeindre le décor sans qu'il soit besoin d'en rajouter. Mais ce qui prime aux yeux de F. Muller, c'est de faire ressentir au lecteur comment des individus plongés un environnement étranger et surtout hostile parviennent à mener malgré tout une existence « normale ». Car ces personnes traitées comme des délinquantes ne souhaitent pas autre chose, souligne F. Bouillon, que « vivre comme tout le monde ».

Malgré l'inconfort de ce type d'habitat et la stigmatisation de ses habitants, le squat possède à leurs yeux de

multiples qualités : outre qu'« il permet de se protéger de la rue », il donne aussi la possibilité de « vivre en famille », d'« agencer et aménager les lieux » à sa guise avec, il est vrai, les moyens souvent limités du bord, de « manger ce que l'on souhaite, de préparer les plats de chez soi, d'inviter quiconque, de donner et recevoir ». Ce qui est impossible dans les chambres d'hôtel ou les foyers où l'« on se trouve dépossédé de cette dimension essentielle de la vie relationnelle et de l'identité ». En effet, rappelle à juste titre F. Bouillon, « habiter, c'est aussi exercer l'hospitalité », à plus forte raison pour des gens originaires de pays non encore trop touchés par la névrose du repli individualiste. Comment dès lors expliquer l'intensification de la répression qui s'abat sur eux, et dont rien n'annonce qu'elle soit appelée à diminuer dans les années qui viennent ?

Il apparaît, en effet, que « l'Europe de demain », telle que la dessine à grand traits l'auteure en guise de conclusion, « doit absolument se fortifier, tel un château fort pris d'assaut ». Le mal nommé Pacte européen sur l'immigration et l'asile dont « la logique est celle de la fermeture et du tout sécuritaire » donne une idée de l'accueil qui sera réservé dans l'avenir aux candidats à l'immigration dans les pays de la soi-disant « Communauté » : centres de rétention, bouclage des frontières, instauration de visas et de fichiers biométriques, hausse des crédits affectés aux technologies de surveillance (satellites, avions et marine de guerre), renforcement de la Frontex (l'agence européenne de contrôle des frontières)...

Il est des gens qui jugent « excessives » les indignations que suscitent les agissements des forces de l'ordre lors des expulsions hors des logements vides où les migrants ont trouvé abri ou des lieux publics où ils manifestent pour se faire enfin entendre des pouvoirs en place. Publiées en pleine page dans l'ouvrage, quelques photos en couleur de ces prestations policières devraient pourtant suffire à prouver que si « excès » il y a, en l'occurrence, ce serait plutôt de ce côté qu'il faudrait les rechercher. Contrastant avec la brutalité de ces interventions supposées préserver la propriété privée ou la tranquillité publique, l'attitude des squatters délogés et jetés à la rue, telle que F. Muller l'a saisi, peut être résumée en un mot, sans toute trop galvaudé par les bonnes âmes promptes à moraliser plutôt qu'à politiser, mais qu'il est difficile ici de ne pas utiliser : la dignité. Les femmes, notamment, très présentes dans le combat contre l'iniquité, ont droit de la part du photographe à un traitement à la hauteur de leur rôle. S'il fallait sélectionner une image parmi d'autres qui synthétise à la fois l'entrée en résistance *de facto* de ces populations mises au ban de la société contre le sort indigne qui leur est infligé et l'empathie évidente et justifiée du photographe à leur égard, ce pourrait être celle d'une jeune mère de famille, un bébé dans les bras, veillant sur le sommeil réparateur d'autres enfants dans le campement de fortune installé en plein air en signe de protestation près de l'immeuble de l'office HLM d'Aubervilliers d'où ils venaient, avec leurs parents, d'être expulsés *manu militari*.

Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen (1789), Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), Loi Besson (1990), Décision du Conseil constitutionnel (1995), Directive européenne (2003), loi sur le droit au logement opposable (2007)... Rappelée à la fin de l'ouvrage, la liste des droits inscrits solennellement dans les textes, et foulés au pied par notre « État de droit » est éloquente. À l'heure où certains gouvernants prônent une « immigration choisie » tandis que d'autres ou les mêmes croient bon de lancer un faux débat sur « l'identité nationale », subterfuge grotesque et insultant pour prolonger celui, tout aussi indigne, sur le « problème de l'immigration », cet ouvrage solidement argumenté et magnifiquement illustré fait indéniablement œuvre de salubrité intellectuelle et politique.

*Post-scriptum :*

À paraître dans *Espaces et Sociétés*, n° 135 1er trimestre 2010.